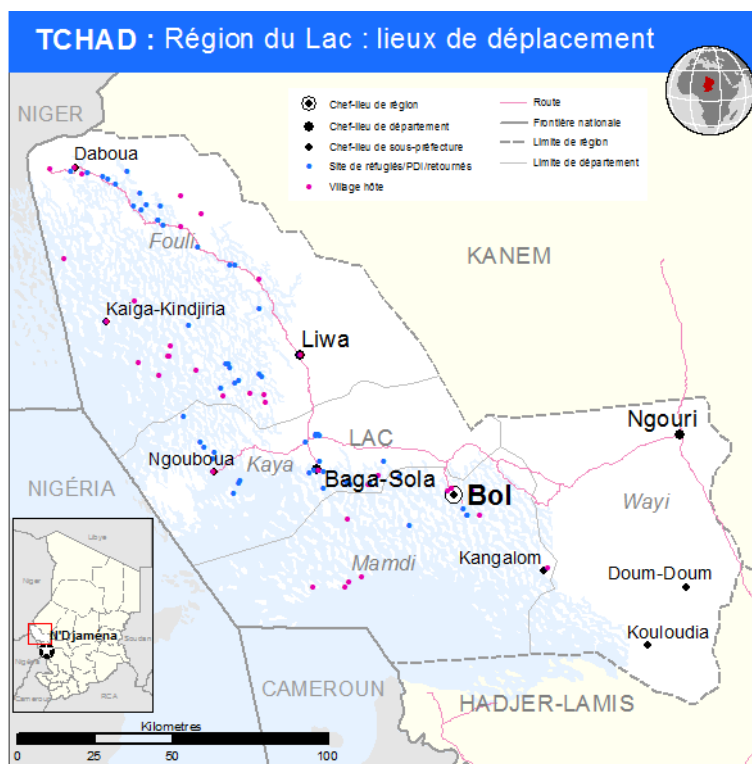




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires et concerne les vagues de déplacements internes depuis le 21 juillet 2015. Il est publié par OCHA Tchad et couvre la période du 1er septembre au 31 décembre 2017. Le prochain rapport sera publié vers le 28 février 2018.

## Faits saillants

- Des attaques d'un groupe armé continuent d'affecter régulièrement les villages dans les zones frontalières, malgré une diminution liée à la montée des eaux du lac.
- Les opérations d'enregistrement des personnes déplacées continuent. Depuis octobre 2017, 31 723 déplacés ont été enregistrés.
- Plusieurs évaluations multisectorielles rapides ont été menées afin d'identifier les vulnérabilités dans les sites accueillant des personnes déplacées en 2017.
- Les résultats du Cadre harmonisé de novembre 2017 soulignent une situation alimentaire préoccupante dans la région du Lac.
- Les résultats de l'enquête nationale de nutrition SMART ont indiqué des taux de malnutrition au-dessus des seuils d'urgence dans la région du Lac.
- En 2017, la réponse humanitaire dans la région du Lac n'a été financée qu'à 33,4%.



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.  
Sources : OCHA, CCCM, OIM, OSM

### 31 723

déplacés enregistrés depuis octobre 2017 (enregistrés dans les nouveaux sites et vérifiés dans les anciens sites)

Dont :

- 27 647 déplacés internes
- 1 050 déplacés retournés
- 2 757 retournés Tchadiens
- 269 ressortissants des pays tiers

Source : cluster Abris / AME / CCCM – OIM (Matrice de suivi des déplacements au 22/01/2018)

### 104 400

déplacés dans les anciens sites, enregistrés depuis mai 2015 mais à vérifier

Dont :

- 84 887 déplacés internes
- 19 195 retournés Tchadiens
- 318 ressortissants des pays tiers

Source : cluster Abris / AME / CCCM – OIM (Matrice de suivi des déplacements au 22/01/2018)

### 33 303

déplacés\* estimés dans les nouveaux sites

Source : cluster Abris / AME / CCCM – OIM (Matrice de suivi des déplacements au 22/01/2018)

### 9 035

réfugiés dont 6 413 dans le camp de Dar-es-Salam depuis janvier 2015

Source : HCR/CNARR (31/12/2017)

\*Le statut de ces déplacés n'est pas encore déterminé, ils peuvent donc être déplacés internes, retournés, ressortissants de pays tiers ou demandeurs d'asile.

## Aperçu de la situation

**La situation sécuritaire reste régulièrement marquée par des incidents sécuritaires affectant les populations civiles dans les zones frontalières et insulaires, malgré une diminution du nombre d'incidents liée notamment à la montée des eaux du lac.** Suite à une décision des autorités tchadiennes, en novembre, les populations résidant dans les zones insulaires de Tchoukoutalia, Kaiga Kindjiria et Boma ont dû évacuer les régions frontalières avec le Niger et le Nigeria pour s'éloigner des premières unités militaires. Les informations sur de potentiels déplacements en lien avec cette décision ne sont cependant pas confirmées. Des communautés d'éleveurs nomades présentes dans cette partie de la région auraient dû poursuivre leurs mouvements en dehors de la zone.

**L'accès humanitaire est limité dans certaines zones à cause de la montée des eaux du lac,** notamment dans les zones de Kaiga Kindjiria et Ngouboua. L'insécurité continue d'entraîner des auto-restrictions, comme l'illustre la présence limitée des organisations humanitaires dans certaines zones, comme Kaiga Kindjiria et Tchoukoutalia. Ainsi, selon les résultats du sondage sur l'accès humanitaire, de juillet à septembre 2017, les organisations ayant répondu au sondage déclarent que leurs interventions humanitaires ont été affectées par l'insécurité et les opérations militaires, notamment 61% dans la sous-préfecture de Kaiga Kindjiria, 39% à Ngouboua et 39% à Kangalom. Le **conflit intercommunautaire de juillet 2017** dans la sous-préfecture de Doum Doum autour de l'exploitation d'un polder continue d'entraîner des conséquences humanitaires, notamment sur l'accès des communautés aux soins de santé et à l'éducation.

**Au 22 janvier, 31 723 personnes déplacées ont été enregistrées par le cluster Abris/AME/CCCM, au cours des opérations d'enregistrement en cours depuis octobre 2017.** Parmi elles, figurent 27 647 personnes déplacées internes, 2 757 retournés tchadiens, 269 ressortissants de pays tiers, et 1 050 déplacés retournés dans leurs villages d'origine dans la zone de Kangalam. Les opérations continuent afin de vérifier les 104 400 déplacés enregistrés entre mai 2015 et janvier 2017, et enregistrer les 33 303 personnes estimées dans des nouveaux sites, qui n'ont jamais été enregistrées.

**Plusieurs arrivées de personnes en situation de reddition ont été rapportées à la fin de l'année 2017.** Au total, selon la Délégation régionale de l'action sociale, à mi-janvier 2018, il y aurait 1 555 personnes en situation de reddition dans la région du Lac.

**En novembre et décembre, plusieurs évaluations multisectorielles rapides ont été menées par la communauté humanitaire afin d'identifier les vulnérabilités dans les nouveaux sites issus des déplacements de 2017 et dans les anciens sites ayant connu de nouvelles vagues de déplacés en 2017 dans les sous-préfectures de Daboua, Liwa et Kaiga Kindjiria.**

- Dans la sous-préfecture de Daboua, 19 sites ont été évalués, accueillant plus de 11 000 personnes affectées (dont 71% de personnes déplacées internes, 23% de retournés et 6% de communautés hôtes). Ces personnes se sont déplacées des zones frontalières entre mars et août 2017 à cause de l'insécurité et des opérations militaires dans la zone. L'assistance alimentaire, l'accès aux soins de santé, à l'eau potable et la distribution d'articles ménagers essentiels et d'abris sont les besoins prioritaires enregistrés. **Six sites ont été considérés dans une situation critique et nécessitent une réponse en urgence** : Fada Toulou, Déou, Massala, Koulboua-Yarom 2, Karbalou, et Kindja Kirtchima.
- Dans la sous-préfecture de Kaiga Kindjiria, cinq sites accueillant près de 14 000 personnes ont été évalués, ainsi que huit sites dans la sous-préfecture de Liwa, accueillant 6 700 personnes. Dans ces deux sous-préfectures, **cinq sites sont dans une situation critique et ont besoin d'une réponse d'urgence** en sécurité alimentaire, WASH, santé, abris et articles ménagers essentiels : Fendé 2, Dar Salam Tchad, Kaïga Kindjiria, Kindjiria Gana, Boma.
- Les prochaines évaluations multisectorielles se rendront dans les sous-préfectures de Ngouboua et Kangalom en février et mars 2018.

**Les dynamiques de déplacements continuent. En novembre, une communauté nomade d'environ 2 300 personnes est arrivée à côté des sites de Dar-Nahim 1 et 3, à proximité de Baga-Sola.** Ces personnes seraient en provenance des zones de pâturages à la frontière entre le Tchad et le Niger (zone de Kaiga Kindjiria), fuyant les attaques et les vols de bétail d'un groupe armé. Selon une évaluation rapide de la situation par la communauté humanitaire les 22 et 23 novembre, il y a une majorité de femmes et enfants, avec des besoins en abris, articles ménagers essentiels et vivres. Une vaccination des enfants a eu lieu en novembre par l'UNICEF. Ces personnes utilisent les services mis en place par la communauté humanitaire en ce qui concerne la santé et l'eau potable. Cette arrivée suit des afflux similaires de communautés nomades dans la zone, en juillet et août 2017, sur les nouveaux sites de Dar-el-Kheir et Dar-al-Amin, et indique une tendance au déplacement de

communautés nomades à la recherche de l'assistance humanitaire. Au total, plus de 7 500 personnes des communautés nomades sont arrivées au cours des sept derniers mois.

Par ailleurs, des évaluations par l'ONG Action contre la faim, réalisées en septembre 2017 dans cinq sites de la sous-préfecture de Liwa (Madja Kani, Karam Ngouboua, Torbo, Kirtchima et Tinana), ont souligné l'arrivée de 10 600 personnes entre juin et juillet 2017, venant de Boma et Kaïga Kindjiria. Ces personnes présenteraient des vulnérabilités multisectorielles élevées, particulièrement en santé/nutrition, articles ménagers essentiels (AME) et sécurité alimentaire. Une réponse partielle en vivres et AME a été fournie par l'ONG Help-Tchad à 770 ménages à Karam Ngouboua et 695 ménages à Madjakani en octobre. Par ailleurs, 500 kits AME ont été distribués par les ONG ACF et CARE à Kirtchima.

D'autres alertes de déplacements ont été signalées sur les sites de Madai et Téléguimi, dans la sous-préfecture de Liwa, où se sont installées respectivement 750 et 496 personnes en provenance des zones insulaires de Tchoukoutalia et Boma.

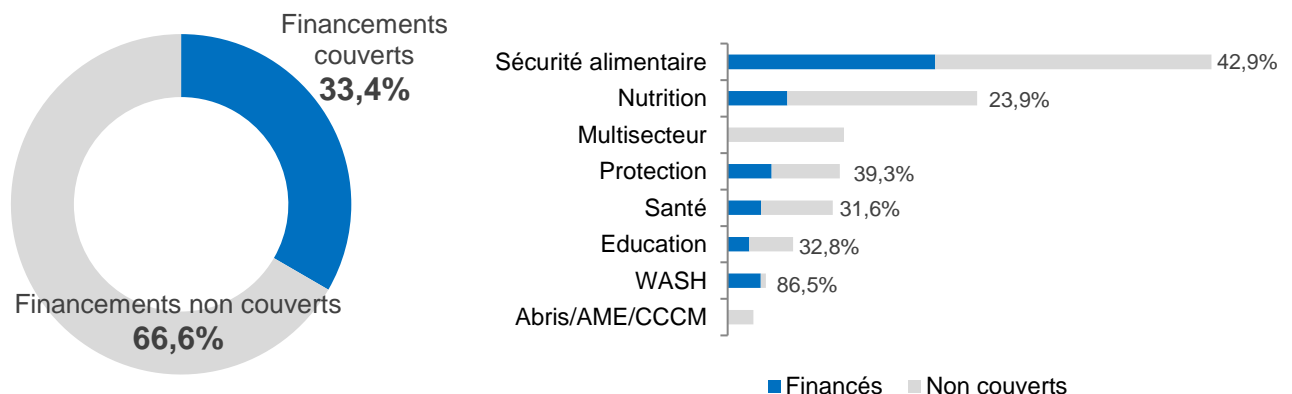
**Les résultats du Cadre harmonisé de novembre 2017 soulignent une situation alimentaire préoccupante dans la région du Lac.** En effet, la région du Lac est la seule région qui compte deux départements en phase « crise » (phase 3) pendant la période courante (novembre-décembre 2017) : Fouli et Kaya. Cette situation serait due au nombre élevé de personnes en situation de déplacement dans les deux départements, qui crée une pression accrue sur les ressources et moyens d'existence. Par ailleurs, selon les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2017/2018, la région du Lac fait face à une diminution de 7,6% de sa production céréalière par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Pendant la période de soudure 2018 (juin – septembre), 359 000 personnes seront en situation d'insécurité alimentaire, soit 62% de la population totale de la région du Lac, y compris 187 000 en insécurité alimentaire sévère. Ceci représente une augmentation de 52% par rapport aux 123 000 personnes en insécurité alimentaire sévère pendant la période de soudure de 2017.

Les projets financés par les fonds CERF dans les zones insulaires au sud de Bol sont arrivés à terme en novembre 2017. La fin des activités va réduire considérablement la présence des acteurs humanitaires dans les villages d'accueil des communautés de retour au sud de Bol, et souligne le besoin d'une plus forte implication des acteurs de développement dans ces zones afin d'appuyer les retours volontaires.

**Du 2 au 4 novembre, une conférence de stabilisation a été organisée par l'Union africaine et la Commission du Bassin du Lac Tchad à N'Djamena** afin de définir une stratégie de stabilisation régionale pour le bassin du lac Tchad. Les recommandations clés incluent notamment le développement d'une approche régionale pour le désarmement, la démobilisation, le rapatriement, la réintégration et la réinstallation (DDRRR) des personnes anciennement associées à un groupe armé ; l'investissement dans le développement socio-économique de la région ; l'appui à la réinstallation volontaire des populations déplacées ; et la consolidation des capacités locales sur les thèmes de gouvernance et sécurité.

## Financement

En 2017, **33,4% des 121 millions de dollars requis en 2017 (40,5 millions de dollars américains reçus) pour la réponse à la crise dans la région du Lac au Tchad ont été couverts.**



Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à [fts@un.org](mailto:fts@un.org)

## Réponse humanitaire



### Abris – Articles ménagers essentiels – CCCM (Coordination et gestion des sites de déplacés – sites spontanés et villages hôtes)

#### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- Plus de 75% des ménages vivent dans des abris très délabrés et vétustes qui n'ont pas pu être réhabilités à cause du manque de financement.
- La multiplication des sites et des déplacements rend complexe le suivi des mouvements de population et la réponse humanitaire dans la région du Lac.
- La période froide actuelle est marquée chaque année par des incendies récurrents dans les foyers, créant des dommages matériels et un besoin d'appui en abris et articles ménagers essentiels. Ainsi, en décembre, 66 ménages sinistrés d'incendies à Tchoukoutalia, Fourkoulom et Ngouboua ont reçu une assistance en abris et AME, néanmoins d'autres ménages affectés restent dans le besoin. Le manque de fonds flexibles et de stocks de contingence ne permet pas de répondre à ces urgences ponctuelles.

15 217

Ménages ont reçu des articles ménagers essentiels en 2017



### Eau, hygiène et assainissement

#### Chiffres clés sur la réponse en 2017 :

- 308 forages ont été réalisés en 2017 sur un besoin estimé de 591 forages, promouvant l'accès à l'eau potable pour 123 000 personnes (soit 55% de taux d'accès à l'eau potable dans les sites et villages hôtes cibles).
- 3 228 latrines ont été réalisées en 2017 soit un taux de couverture de 25%.
- 1 766 kits d'hygiène ont été distribués, soit un taux de couverture d'hygiène de 3%.

55%

Taux d'accès à l'eau potable dans les sites et villages hôtes cibles

#### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- Sur 220 sites de déplacement, 46 sont peu ou pas couverts avec pour zones prioritaires les sites situés dans les zones de Baga Sola, Ngouboua, les îles de Bol, Daboua, Kangalam, Liwa, Kaiga Kindjiria, et les îles de Kangalom. A ce jour, les gaps sont de 253 forages, 9 691 latrines et 52 118 kits d'hygiène.
- La qualité de l'eau reste une problématique majeure dans la région du Lac. Selon l'étude cartographique des points d'eau au Lac Tchad (mars 2017), 79% des ouvrages hydrauliques de la cuvette nord ont des taux de conductivité supérieurs à la norme nationale, et 16% dans la partie sud. Ceci entraîne la fermeture de nombreux forages, ce qui force les populations à utiliser les eaux de surface, les exposant à d'autres risques sanitaires. Une table ronde sur la qualité de l'eau a été organisée à Baga Sola le 23 novembre 2017 et a réuni autorités locales et régionales, Ministères de l'Eau et de l'Assainissement, de la Santé Publique, et partenaires humanitaires du secteur. Les recommandations incluent d'adapter les normes nationales sur la conductivité en tenant compte des spécificités hydrogéologiques locales, et de débloquer des financements pour des études hydrogéologiques poussées au niveau local avant tout nouveau forage.



### Education

#### Chiffres clés sur la réponse en 2017 :

- 69 819 élèves ont reçu du matériel scolaire dans la région du Lac.
- En termes d'accès à l'éducation pour les enfants affectés par la crise, 18 434 enfants ont eu accès à l'éducation d'urgence.
- 22 795 élèves ont bénéficié des repas scolaires du Programme Alimentaire Mondial (PAM).
- 52 857 élèves ont eu accès à l'éducation dans une salle de classe où l'enseignant a été formé en appui psychosocial.

18 434

Enfants ayant accès à l'éducation d'urgence

#### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- Au moins 22 000 élèves affectés par la crise du Lac ont besoin de matériels scolaires.



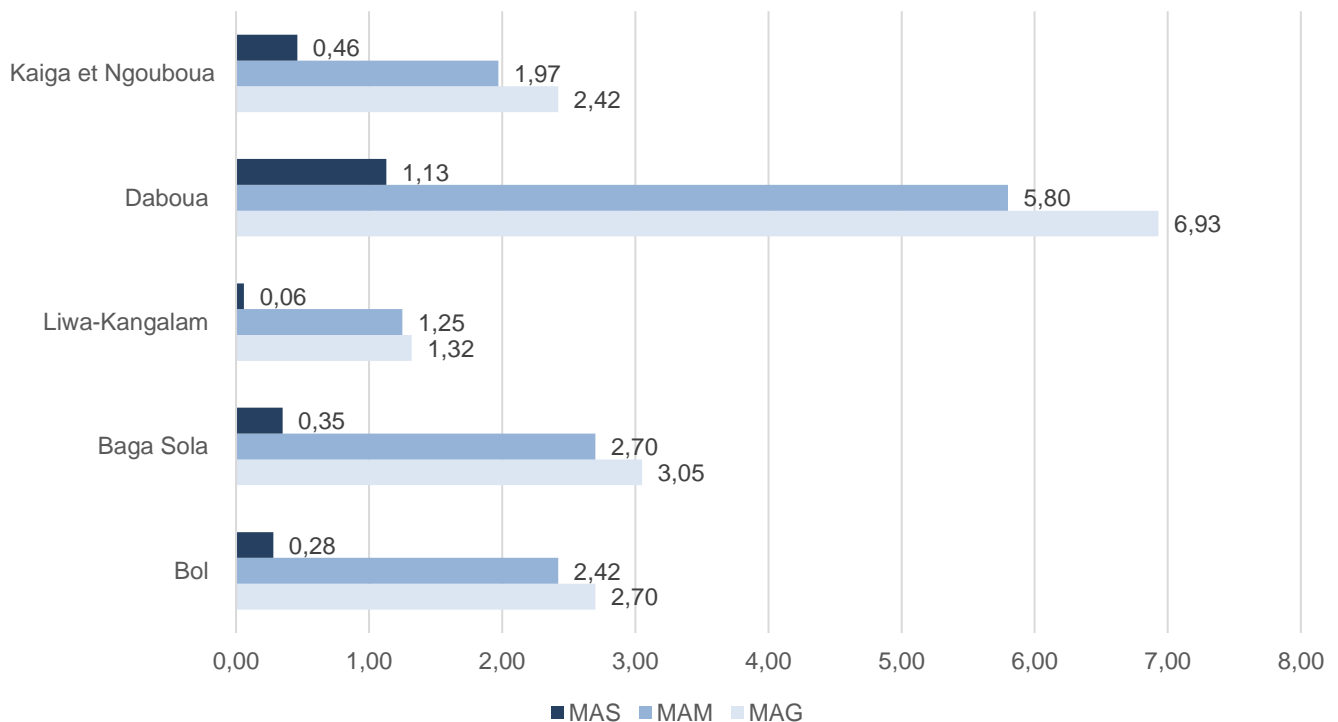
### Chiffres clés sur la réponse en 2017 :

- En 2017, 22 160 enfants âgés de 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe sévère (MAS) ont été pris en charge dans la région du Lac, soit 100% des enfants dans le besoin.
- 11 152 enfants âgés de 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe modérée (MAM) ont été pris en charge, soit 44 % des enfants dans le besoin ; 3 026 femmes enceintes et allaitantes souffrant de MAM ont également été prises en charge.
- 10 025 enfants ont bénéficié de compléments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition.
- 3 830 enfants ont été assistés dans le cadre de la prévention de la malnutrition chronique.
- Les résultats de l'enquête nationale de nutrition SMART ont indiqué des taux alarmants de malnutrition dans la région du Lac, avec une prévalence de la malnutrition aigüe globale de 18,1%, au-dessus du seuil d'urgence de 15% et du taux de prévalence de 2016 de 12,2%. Dans les sites de déplacés, les dépistages du PAM et ses partenaires soulignent en revanche que les taux de MAG ont diminué de façon régulière en 2017, passant de 6 à 4%. Entre septembre et décembre 2017, le dépistage actif du PAM et ses partenaires effectué sur une moyenne de 7 000 enfants chaque mois a indiqué de faibles taux de malnutrition : 3,29% de malnutrition aigüe globale (MAG), dont 2,83% de MAM et 0,46% de MAS. Les taux restent plus élevés dans la zone de Daboua, qui enregistre 6,9% de MAG.

# 22 160

Enfants souffrant de MAS pris en charge en 2017

### Taux de malnutrition dans les sites de déplacés, septembre-décembre 2017 (en %)



Source : PAM

### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- 56% des cas de MAM n'ont pas été assistés faute de ressources financières disponibles.
- Des contraintes d'ordre logistique ont été notées dans la chaîne d'approvisionnement en intrants, occasionnant des ruptures de stocks à certains moments.
- Les déplacés internes de 11 sites dans les zones de Liwa et Kaiga Kinjiria, et les populations vivant dans les îles, n'ont pas encore été assistés et n'ont pas accès aux services de nutrition.
- La situation sécuritaire dans certaines zones, notamment autour de Kaiga Kinjiria et Kaiga Ngouboua, a occasionné le retrait de certains partenaires dans certaines localités.
- Par manque de financement, les zones insulaires n'ont pas bénéficié d'assistance humanitaire à part l'appui apporté à certains centres de santé par l'UNICEF pour la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère (centres de santé de Blarigui, Kinasserom, Fitine, Bougourmi, Tchongolet et Tetewa).



## Protection / Services communautaires

### Chiffres clés sur la réponse en 2017 :

- En 2017, l'expansion du monitoring de protection et du système de collecte d'informations sur les violences basées sur le genre (VBG) a permis d'améliorer la connaissance du contexte de protection. De janvier à octobre 2017, un total de 1 296 incidents de protection ont été rapportés (hors cas de VBG signalés). La majorité des incidents de protection sont des violations du droit à la propriété (vols, pillages, taxes illégales, extorsions de biens). Les hommes en uniforme continuent de représenter un quart en moyenne des auteurs présumés. En décembre, un atelier sur la protection des civils a été organisé pour 40 officiers et sous-officiers de l'armée nationale tchadienne, afin de les sensibiliser sur la thématique.
- En 2017, un total de 2 243 cas de VBG ont été rapportés. Les victimes reçoivent un appui psychosocial, néanmoins la prise en charge médicale et légale ne couvre pas l'ensemble des besoins. Afin de renforcer les services de prise en charge, le 18 décembre, un centre multifonctionnel de prise en charge intégrée des victimes de VBG a été inauguré à Bol.

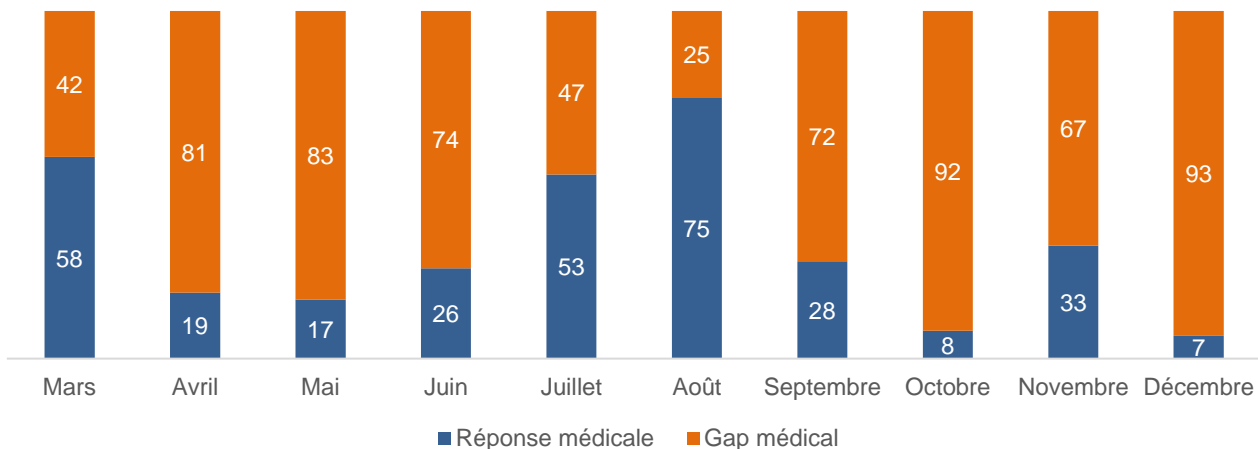
# 2 243

Cas de violences basées sur le genre rapportés en 2017

### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- La prise en charge holistique des victimes est un besoin non-couvert persistant. En particulier, le manque de prise en charge légale est lié à l'insuffisance des structures judiciaires dans la région, à la méconnaissance des procédures par les victimes, et à la peur de représailles et de stigmatisation qui pousse les victimes à décliner l'assistance juridique. En 2017, autour de 10% des victimes de VBG ont reçu un appui légal. Pour faire face à ce défi, un atelier sur l'accès à la justice a été organisé par le cluster le 30 novembre 2017, auquel 50 personnes ont participé.
- La réponse médicale offerte aux victimes de VBG a fortement chuté : de 75% des victimes recevant un appui médical en août 2017 à 7% en décembre 2017. Ceci est dû aux difficultés de référencement (transport) des victimes, et à la réduction des cliniques mobiles suite à des fins de financement, dans un contexte d'insuffisance de structures médicales.

### Réponse médicale apportée aux victimes de VBG, mars-décembre 2017 (en %)



Source : dashboards du sous cluster VBG



## Santé

### Chiffres clés sur la réponse en 2017 :

- En 2017, 241 210 personnes ont pu avoir accès aux soins de santé à travers l'appui aux centres de santé et les cliniques mobiles. Les pathologies les plus courantes traitées étaient le paludisme, les diarrhées, et les infections respiratoires aiguës.
- 2 930 femmes enceintes ont été dépistées pour le VIH, parmi lesquelles 75 ont été testées positives et ont été mises sous traitement antirétroviral.

# 241 210

Consultations médicales en 2017

- Les campagnes de vaccination d'urgence ont permis de vacciner 41 873 enfants contre la rougeole et 112 546 enfants pour le PENTA 3 (contre la diphtérie, le tétanos, et la coqueluche).

#### Besoins non-couverts, défis et contraintes :

- Les financements de courte durée entraînent souvent une rupture des services de santé avant de trouver de nouveaux financements.
- Les sites de Slai, Keyiga, Bouma sont inaccessibles à cause de la situation sécuritaire ; les populations de ces localités ne bénéficient pas d'une assistance sanitaire.
- Il y a une rupture d'intrants (médicaments antirétroviraux et tests de dépistage) pour la lutte contre le VIH au niveau de la délégation sanitaire et dans les sites.
- On constate un faible taux d'utilisation des centres de santé étatiques en comparaison avec le taux élevé de fréquentation des cliniques mobiles.



## Sécurité alimentaire / Moyens d'existence

#### Chiffres clés sur la réponse en 2017 :

- En 2017, les distributions alimentaires ont atteint 97 800 personnes soit 2 300 réfugiés et 95 500 déplacés internes.
- En 2017, les transferts monétaires ont atteint 57 800 personnes soit 6 200 réfugiés et 51 600 déplacés.
- Dans le cadre du projet d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, quelques 62 500 personnes des communautés déplacées et hôtes sont impliquées dans les activités de réhabilitation de polders et ouadis dans 34 sites dans trois départements.
- En 2017, les activités de soutien aux moyens d'existence ont touché 36 142 personnes. Elles ont inclus des distributions de petits ruminants, de semences, et des formations.

**155 000**  
Personnes  
bénéficiaires  
d'assistance  
alimentaire en 2017

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- La réponse des partenaires dans les zones non accessibles du département de Foulï reste très limitée et laisse de nombreux ménages en insécurité alimentaire.
- L'insécurité entraîne l'inaccessibilité de certaines zones provoquant une concentration de partenaires dans les zones accessibles de Baga Sola. Ceci complique la coordination des acteurs pour éviter les doublons d'assistance dans cette zone.
- Des incendies d'origine inconnues nécessitant une réponse en matière de sécurité alimentaire ainsi que les dégâts des animaux et autres ennemis des cultures (pachydermes, chenilles légionnaires...) n'ont pas reçu de réponse appropriée, faute de ressources financières.
- Les interventions à long terme ont été peu financées, entravant la mise en place de réponses aux causes profondes des crises constatées.

#### Historique de la crise

Depuis début 2015, la région du Lac est sévèrement affectée par l'impact de la crise nigériane. Les opérations militaires en cours et les incidents sécuritaires (attaques contre les villages, vols de bétail, mine et UXOs), particulièrement dans les zones frontalières avec le Nigeria et le Niger, ont entraîné le déplacement de plus de 130 000 personnes et affecté les communautés locales déjà vulnérables. La fermeture des frontières avec le Nigeria, l'instauration et la prolongation de l'état d'urgence, ainsi que les restrictions de mouvements qui en résultent, ont eu un impact négatif sur les moyens d'existence des ménages, augmentant l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Dans un contexte de faible accès aux services essentiels de base (santé, éducation, eau), les déplacements exercent une pression accrue sur les structures existantes.

#### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**M. Florent Méhau**, Chef de bureau, mehau@un.org, +235 68 85 10 04  
**M. Abdoulaye Sawadogo**, Chef de bureau adjoint, sawadogoa@un.org, +235 68 85 10 05  
**Mme Naomi Frerotte**, Chargée d'Information Publique, frerotte@un.org, +235 66 90 16 33  
**Mme Clara Laire**, Chargée du Reporting / Plaidoyer, clara@un.org, + 235 66 90 17 14

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad> ou vous inscrire à notre [liste de distribution](#).